

1783 *Traité définitif de paix & d'amitié entre le*
s. Sept. Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-
Chrétien signé à Versailles le
3. Septembre 1783.

(JENKINSON Vol. III. p. 334. & se trouve dans *Nouv. extraord.* 1783. n. 89. 90. 91. 92. supplém. HENNINGS T. II. p. 474. 482; en Allemand dans *Polit. Journal* 1783. p. 953. & 1045. en Italien dans *Storia dell' Anno* 1783. p. 104. en Hollandois (v. KLUIT index) dans *Maandl. Nederl. Merc.* P. II. p. 190. *N. Nederl. Jaarboeken* 1783. p. 1534.)

*Au nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité,
 Père, Fils & Saint-Esprit. Ainsi soit-il.*

Soit notoire à tous ceux qu'il appartiendra, ou peut appartenir, en manière quelconque. Le Sérénissime & Très-Puissant Prince George Trois, par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, Duc de Brunsvic & de Lunebourg, Archi-Trésorier & Electeur du Saint Empire Romain, &c. & le Sérénissime & Très-Puissant Prince Louis Seize, par la Grace de Dieu, Roi Très-Chrétien, désirant également de faire cesser la guerre, qui affligeoit depuis plusieurs années leurs Etats respectifs, avoient agréé l'offre que Leurs Majestés l'Empereur des Romains, & l'Impératrice de toutes les Russies, leur avoient faite de leur entremise, & de leur médiation: Mais Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne, animées d'un desir mutuel d'accélérer le Rétablissement de la Paix, se sont communiqué leur louable intention; & le ciel l'a tellement bénie, qu'elles sont parvenues à poser les fondemens de la paix, en signant des Articles Préliminaires à Versailles, le Vingt Janvier de la présente année. Leurs dites Majestés le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, se faisant un devoir de donner à leurs

à leurs Majestés Impériales une marque éclatante de leur reconnoissance, de l'offre généreuse de leur médiation, les ont invitées, de concert, à concourir à la consommation du grand & salutaire ouvrage de la paix, en prenant part, comme médiateurs, au Traité définitif à conclure entre Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne. Leurs dites Majestés Impériales, ayant bien voulu agréer cette invitation, elles ont nommé pour les représenter; sçavoir, Sa Majesté l'Empereur des Romains, le Très-Illustre & Très-Excellent Seigneur Florimond Comte de Mercy-Argenteau, Vicomte de Loo, Baron de Crichegnée, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan, Conseiller d'Etat intime actuel de Sa Majesté Impériale & Royale Apostolique, & son Ambassadeur auprès de Sa Majesté Très-Chrétienne; & Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, le Très-Illustre & Très-Excellent Seigneur Prince Jwan Bariatskoy, Lieutenant-Général des armées de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, Chevalier des Ordres de Ste. Anne, & de l'Epee de Suède, & son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Seigneur Arcadi de Marcoff, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, & son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne. En conséquence Leurs dites Majestés le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, ont nommé & constitué pour leurs Plénipotentiaires chargés de conclure & signer le Traité de paix définitif; sçavoir, le Roi de la Grande-Bretagne, le Très-Illustre & Très-Excellent Seigneur George Duc & Comte de Manchester, Vicomte de Mandeville, Baron de Kimbolton, Lord Lieutenant & Custos Rotulorum de la Comté de Huntingdon, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Britannique, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne; & le Roi Très-Chrétien, le Très-Illustre & Très-Excellent Seigneur Charles Gravier, Comte de Vergennes, Baron de Welferding, &c. Conseiller du Roi dans tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Chef du Conseil Royal des Finances, Conseiller d'Etat d'Epee, Ministre & Secrétaire d'Etat, & de ses Commandemens & Finances: Lesquels, après avoir échangé Leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans:

1783

Paix &
amitié.

ART. I.

Il y aura une paix chrétienne, universelle & perpétuelle, tant par mer que par terre, & une amitié sincère & constante sera rétablie, entre Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne, & entre Leurs Héritiers & Successeurs, Royaumes, Etats, Provinces, Pays, Sujets & Vassaux, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans exception de lieux ni de personnes; en sorte que les Hautes Parties Contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre Elles, & Leurs dits Etats & Sujets, cette amitié & correspondance réciproque, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités, par mer ou par terre, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être: Et on évitera soigneusement tout ce qui pourroit altérer à l'avenir, l'union heureusement rétablie, s'attachant au contraire à se procurer réciproquement, en toute occasion, tout ce qui pourroit contribuer à leur gloire, intérêts & avantages mutuels, sans donner aucun secours ou protection, directement ou indirectement, à ceux qui voudroient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des dites Hautes Parties Contractantes. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a pu être fait ou commis, avant ou depuis le commencement de la guerre qui vient de finir.

ART. II.

Renou-
vellement des
Traités.

Les Traités de Westphalie de 1648; les Traités de paix de Nimègue de 1678 & 1679; de Ryfwick de 1697; ceux de paix & de commerce d'Utrecht de 1713; celui de Bade de 1714; celui de la triple alliance de la Haye de 1717; celui de la quadruple alliance de Londres de 1718; le Traité de paix de Vienne de 1738; le Traité définitif d'Aix-la-Chapelle de 1748; & celui de Paris de 1763, servent de base & de fondement à la paix, & au présent Traité; & pour cet effet, ils sont tous renouvelles & confirmés dans la meilleure forme, ainsi que tous les Traités en général qui subsistoient entre les Hautes Parties Contractantes avant la guerre, & comme s'ils étoient insérés ici, mot à mot, en sorte qu'ils devront être observés exactement à l'avenir, dans toute leur teneur, & religieusement exécutés,

tés, de part & d'autre, dans tous les points auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité de paix, 1783

ART. III.

Tous les prisonniers faits de part & d'autre, tant par terre que par mer, & les otages, enlevés ou donnés, pendant la guerre, & jusqu'à ce jour, seront restitués, sans rançon dans six semaines, au plus tard, à compter du jour de l'échange de la ratification du présent Traité; chaque Couronne soldant respectivement les avances qui auront été faites, ou la subsistance & l'entretien de ses prisonniers, par le Souverain du pays où ils auront été détenus, conformément aux reçus & Etats constatés. & autres titres authentiques, qui seront fournis de part & d'autre. Et il sera donné réciproquement des sûretés pour le paiement des dettes que les prisonniers auroient pu contracter, dans les Etats où ils auroient été détenus, jusqu'à leur entière liberté. Et tous les vaisseaux, tant de guerre que marchands, qui auroient été pris depuis l'expiration des termes convenus pour la cessation des hostilités par mer, seront pareillement rendus de bonne foi, avec tous leurs équipages & cargaisons. Et on procédera à l'exécution de cet Article immédiatement après l'échange des ratifications de ce Traité.

ART. IV.

Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne est maintenue dans la propriété de l'isle de Terre-Neuve, & des isles adjacentes, ainsi que le tout lui a été assuré par l'Article treize du Traité d'Utrecht, à l'exception des isles de St. Pierre & Miquelon, lesquelles sont cédées en toute propriété, par le présent Traité, à Sa Majesté Très-Chrétienne.

ART. V.

Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, pour prévenir les querelles qui ont eu lieu jusqu'à présent entre les deux nations Angloise & Françoisse, consent à renoncer au droit de Pêche, qui lui appartient en vertu de l'Article treize sus-mentionné du Traité d'Utrecht, depuis le Cap Bonavista jusqu'au Cap St. Jean, situé sur la côte orientale de Terre-Neuve, par les cinquante degrés de latitude septentrionale; & Sa Majesté

1783 le Roi de la Grande-Bretagne consent, de son côté, que la pêche assignée aux Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, commençant au dit Cap St. Jean, passant par le nord, & descendant par la côte occidentale, de l'isle de Terre-Neuve, s'étende jusqu'à l'endroit appelé Cap Raye, situé au quarante septième degré, cinquante minutes de latitude. Les pêcheurs François jouiront de la pêche qui leur est assignée par le présent Article, comme ils ont eu droit de jouir de celle qui leur est assignée par le Traité d'Utrecht.

ART. VI.

St. Laurent.

A l'égard de la pêche dans le Golfe de St. Laurent, les François continueront à l'exercer conformément à l'Article cinq du Traité de Paris.

ART. VII.

Ste. Lucie, Tobago.

Le Roi de la Grande-Bretagne restitue à la France l'isle de Ste. Lucie, dans l'état où elle s'est trouvée lorsque les armées Britanniques en ont fait la conquête: Et Sa Majesté Britannique cède & garantit à Sa Majesté Très-Chrétienne l'isle de Tobago. Les habitans Protestans de la dite isle, ainsi que ceux de la même religion qui se seront établis à Ste. Lucie, pendant que cette isle étoit occupée par les armes Britanniques, ne seront point troublés dans l'exercice de leur culte: Et les habitans Britanniques, ou autres qui auroient été Sujets du Roi de la Grande-Bretagne dans les susdites isles, conserveront leurs propriétés, aux mêmes titres & conditions auxquelles ils les ont acquises; ou bien ils pourront se retirer, en toute sûreté & liberté où bon leur semblera, & auront la faculté de vendre leurs biens pourvu que ce soit à des Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, & de transporter leurs effets, ainsi que leurs personnes, sans être gênés dans leur émigration, sous quelque prétexte que ce puisse être, hors celui de dettes, ou de procès-criminels. Le terme limité pour cette émigration est fixé à l'espace de dix huit mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent Traité. Et pour d'autant mieux assurer les propriétés des habitans de la susdite isle de Tobago, le Roi Très-Chrétien donnera des lettres patentes portant abolition du Droit d'Aubaine dans la dite isle.

ART.

ART. VIII.

Le Roi Très-Chrétien restitue à la Grande-Bretagne les Isles de la Grénade, & les Grénadins, St. Vincent, la Dominique, St. Christophe, Nevis, & Montserrat; & les places de ces isles seront rendues dans l'état où elles étoient lorsque la conquête en a été faite. Les mêmes stipulations insérées dans l'Article précédent auront lieu en faveur des Sujets François à l'égard des Isles dénommées dans le présent Article.

ART. IX.

Le Roi de la Grande-Bretagne cède en toute propriété, & garantit à Sa Majesté Très-Chrétienne, la rivière de Sénégal, & ses dépendances, avec les forts de St. Louis, Podor, Galam, Arguin, & Portendic; & Sa Majesté Britannique restitue à la France l'isle de Gorée, laquelle sera rendue dans l'état où elle se trouvoit, lorsque la conquête en a été faite.

Sénégal, Gorée.

ART. X.

Le Roi Très-Chrétien garantit, de son côté, au Roi de la Grande-Bretagne, la possession du Fort James, & de la rivière de Gambie.

James, Gambie.

ART. XI.

Pour prévenir toute discussion dans cette partie du monde, les deux Hautes Parties Contractantes nommeront, dans trois mois après l'échange des ratifications du présent Traité, des Commissaires, lesquels seront chargés de déterminer & fixer les bornes des possessions respectives. Quant à la traite de la Gomme, les Anglois auront la liberté de la faire, depuis l'embouchure de la rivière de St. Jean, jusqu'à la baie & fort de Portendic inclusivement. Bien entendu, qu'ils ne pourront faire, dans la dite rivière St. Jean, sur la côte, ainsi que dans la baie de Portendic, aucun établissement permanent de quelque nature qu'il puisse être.

Fixations d. limites, C de Gomme.

ART. XII.

Pour ce qui est du reste des côtes d'Afrique, les Sujets Anglois & François continueront à les fréquenter selon l'usage qui a eu lieu jusqu'à présent.

Côtes d'Afrique.

Gg 2

ART.

1783

Orix,
Bengale.

ART. XIII.

Le Roi de la Grande-Bretagne restitue à Sa Majesté Très-Chrétienne tous les établissemens qui lui appartenoient au commencement de la guerre présente, sur la côte d'Orix, & dans le Bengale, avec la liberté d'entourer Chandernagore d'un fossé pour l'écoulement des eaux: Et Sa Majesté Britannique s'engage à prendre les mesures qui seront en son pouvoir, pour assurer aux sujets de la France, dans cette partie de l'Inde, comme sur les côtes d'Orix, de Coromandel, & de Malabar, un commerce sûr, libre & indépendant, tel que le faisoit la compagnie Française des Indes Orientales, soit qu'ils le fassent individuellement, ou en corps de compagnie.

ART. XIV.

Pondichery.

Pondichery sera également rendu & garanti à la France, de même que Karikal: Et Sa Majesté Britannique procurera, pour servir d'Arrondissement à Pondichery, les deux districts de Valanour, & de Bahour; & à Karikal, les quatre magans qui l'avoisinent.

ART. XV.

Mahé,
Suratte.

La France rentrera en possession de Mahé, ainsi que de son comptoir à Suratte; & les François seront le commerce, dans cette partie de l'Inde, conformément aux principes établis dans l'Article treize de ce Traité.

ART. XVI.

Alliés.

Les ordres ayant été envoyés dans l'Inde par les Hautes Parties Contractantes, en conformité de l'Article seize des préliminaires, il est convenu de nouveau, que si, dans le terme de quatre mois, les alliés respectifs de Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne n'ont pas accédé à la présente pacification, ou fait leur accommodement séparé, Leurs dites Majestés ne leur donneront aucune assistance, directe ou indirecte, contre les possessions Britanniques ou Françaises, ou contre les anciennes possessions de leurs alliés respectifs, telles qu'elles se trouvoient en l'année 1776.

ART.

ART. XVII.

1783

Dunkerque.

Le Roi de la Grande-Bretagne voulant donner à Sa Majesté Très-Chrétienne une preuve sincère de reconciliation & d'amitié, & contribuer à rendre solide la paix rétablie entre Leurs dites Majestés, consent à l'abrogation & suppression de tous les Articles relatifs à Dunkerque, à compter du Traité de paix conclu à Utrecht en 1713, inclusivement, jusqu'à ce jour.

ART. XVIII.

Aussitôt après l'échange des ratifications, les deux Hautes Parties Contractantes nommeront des Commissaires pour travailler à de nouveaux arrangemens de commerce entre les deux nations, sur le fondement de la réciprocité & de la convenance mutuelles; lesquels arrangemens devront être terminés & conclus dans l'espace de deux ans, à compter du premier Janvier de l'année 1784.

Traité
de commerce.

ART. XIX.

Tous les pays & territoires qui pourroient avoir été conquis, ou qui pourroient l'être, dans quelque partie du monde que ce soit, par les armes de Sa Majesté Britannique, ainsi que par celles de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne sont pas compris dans le présent Traité, ni à titre de cessions, ni à titre de restitutions, seront rendus sans difficulté, & sans exiger de compensation.

Restitution
des conquêtes.

ART. XX.

Comme il est nécessaire d'assigner une époque fixe pour les restitutions & évacuations à faire par chacune des Hautes Parties Contractantes, il est convenu que le Roi de la Grande-Bretagne fera évacuer les isles de St. Pierre & Miquelon, trois mois après la ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut; Ste. Lucie aux Antilles, & Gorée en Afrique, trois mois après la ratification du présent Traité, ou plutôt, si faire se peut. Le Roi de la Grande-Bretagne rentrera également en possession, au bout de trois mois après la ratification du présent Traité, ou plutôt, si faire se peut, des isles de la Grénade, les Grénadins, St. Vincent, la Dominique, St. Christophe, Nevis, & Montserrat. La France sera mise en possession

Epoque
des évacuations.

Gg 3

des

1783 des villes & comptoirs qui lui sont restitués aux Indes Orientales, & des territoires qui lui sont procurés pour servir d'arrondissement à Pondichery, & à Karikal, six mois après la ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut. La France remettra, au bout du même terme de six mois, les villes & territoires dont ses armes se feroient emparés sur les Anglois, ou sur leurs alliés, & les ordres nécessaires seront envoyés par chacune des Hautes Parties Contractantes, avec les passeports réciproques pour les vaisseaux qui les porteront, immédiatement après la ratification du présent Traité.

ART. XXI.

Prises
avant l.
guerre.

La décision des prises & des saisies, faites antérieurement aux hostilités, sera remise aux Cours de Justice respectives; de sorte que la validité des dites prises & saisies sera décidée selon le droit des gens, & les Traités, dans les Cours de Justice de la nation qui aura fait la capture, ou ordonné les saisies.

ART. XXII.

Procès
jugés.

Pour empêcher le renouvellement des procès qui ont été terminés dans les isles conquises par l'une & l'autre des Hautes Parties Contractantes, il est convenu que les jugemens rendus en dernier ressort, & qui ont acquis force de choses jugées seront maintenus & exécutés suivant leur forme & teneur.

ART. XXIII.

Main-
tien du
Traité.

Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent d'observer sincèrement, & de bonne foi, tous les Articles contenus & établis dans le présent Traité; & elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contravention directe, ou indirecte, par leurs sujets respectifs: Et les susdites Hautes Parties Contractantes se garantissent généralement & réciproquement toutes les stipulations du présent Traité.

ART. XXIV.

Ratifica-
tion.

Les ratifications solennelles du présent Traité, expédiées en bonne & due forme, seront échangées en cette ville de Versailles, entre les Hautes Parties Contractantes, dans l'espace d'un mois, ou plutôt, s'il est

est possible, à compter du jour de la signature du pré-1783
sent Traité.

En foi de quoi nous soussignés, Ambassadeurs Extraordinaires, & Ministres Plénipotentiaires, avons signé de notre main, en leur nom, & en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, le présent Traité définitif, & y avons fait apposer les cachets de nos armes.

Fait à Versailles, le trois Septembre, mil sept cent quatre vingt trois.

(L. S.) MANCHESTER.

Article séparé I.

Quelques uns des Titres employés par les Puissances Contractantes, soit dans les pleins pouvoirs & autres actes, pendant le cours de la négociation, soit dans le préambule du présent Traité, n'étant pas généralement reconnus, il a été convenu, qu'il ne pourroit jamais en résulter aucun préjudice pour l'une ni l'autre des dites Parties Contractantes; & que les titres pris ou omis, de part & d'autre, à l'occasion de la dite négociation, & du présent Traité ne pourront être cités, ni tirés à conséquence. Titres
emplo-
yés.

Article séparé II.

Il a été convenu & arrêté, que la langue Française, Langue. employée dans tous les exemplaires du présent Traité ne formera point un exemple qui puisse être allégué, ni tirer à conséquence, ni porter préjudice, en aucune manière, à l'une ni à l'autre des Puissances Contractantes; & que l'on se conformera à l'avenir à ce qui a été observé, & doit être observé, à l'égard & de la part des Puissances, qui sont en usage & en possession de donner & de recevoir des exemplaires de semblables Traités, en une autre langue que la Française; le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que si le susdit usage y avoit été observé.

En foi de quoi, nous soussignés Ambassadeurs Extraordinaires, & Ministres Plénipotentiaires, de Leurs
Gg 4 Majestés

1783 Majestés Britannique & Très- Chrétienne, avons signé les préfens Articles séparés, & y avons fait appofer les cachets de nos armes.

Fait à Versailles, le trois Septembre, mil sept cent quatre vingt trois.

(L. S.)

MANCHESTER.

D é c l a r a t i o n .

Le Roi étant entièrement d'accord avec Sa Majesté Très- Chrétienne sur les Articles du Traité définitif, cherchera tous les moyens qui pourront non seulement en assurer l'exécution, avec la bonne foi & la ponctualité qui lui sont connues, mais de plus donnera, de son côté, toute l'efficace possible aux principes qui empêcheront jusqu'au moindre germe de dispute à l'avenir.

A cette fin, & pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent point naître des querelles journalières, Sa Majesté Britannique prendra les mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent, en aucune manière, par leur concurrence, la pêche des François, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé, sur les côtes de l'isle de Terre- neuve; & elle fera retirer, à cet effet, les établissemens sédentaires qui y feront formés. Sa Majesté Britannique donnera des ordres pour que les pêcheurs François ne soient pas gênés dans la coupe de bois nécessaire pour la réparation de leurs échaffaudages, cabanes, & bâtimens de pêche.

L'Article treize du Traité d'Utrecht, & la méthode de faire la pêche qui a été de tout tems reconnue, fera le modèle sur lequel la pêche s'y fera: On n'y contreviendra pas, ni d'une part ni de l'autre; les pêcheurs François ne bâtissant rien que leurs échaffaudages, se bornant à réparer leurs bâtimens de pêche, & n'y hivernant point; les sujets de Sa Majesté Britannique, de leur part, ne molestant aucunement les pêcheurs François durant leurs pêches, ni ne dérangeant leurs échaffaudages durant leur absence.